

certain nombre d'éditoriaux publiés un peu partout dans le pays. On y attaque les programmes du genre de ceux que je viens de décrire. Ces critiques se fondent sur un mythe bien ancré, que l'on tente actuellement de ressusciter au Canada. Je croyais que ce mythe était mort et enterré depuis la deuxième guerre mondiale, mais ce n'est manifestement pas le cas.

En quoi consiste ce mythe? Premièrement, on dit que pareil programme ne devrait pas exister parce que—mythe numéro un—notre performance est déjà déplorable en ce qui concerne notre déficit. Voyons comment notre déficit se compare à celui d'autres pays industrialisés. Comparons le déficit du Canada à celui des sept principaux pays membres de l'OCDE, du point de vue du pourcentage du PNB. L'Allemagne, dont l'économie ne se porte pas trop mal, a un déficit plus important. A ce propos, j'espère que le premier ministre a eu des entretiens utiles avec Helmut Schmidt. Le Japon, qui ne se débrouille pas mal non plus ces derniers temps, a également un déficit plus élevé, tout comme l'Italie et le Royaume-Uni. Deux pays seulement, parmi les sept grands, comptent un déficit marginalement plus faible que le nôtre, soit dit entre guillemets, ce sont la France et les États-Unis.

Si vous comparez notre déficit en tant que pourcentage de notre PNB avec celui d'autres pays industrialisés, monsieur l'Orateur, nous nous débrouillons fort bien. Il faut se débarrasser du mythe, car c'en est un, voulant qu'en tant que pays nous soyons beaucoup trop endettés. J'ai déjà dit, et je le répète, que dans le secteur privé des entreprises, grandes et petites, empruntent et s'endettent pour financer leur expansion et leur développement. Personne ne les critique. Il est temps que nous admettions que s'il est bon que le secteur privé s'endette pendant un certain temps—s'il utilise les fonds qu'il obtient ainsi pour financer la création d'emplois,—il est tout aussi bon que le secteur public en fasse autant. Sur le plan économique, cela se justifie dans les deux cas.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Mythe numéro deux: les dépenses gouvernementales ont été extravagantes. Voilà un autre cliché que véhiculent les partis libéral et conservateur. Qu'en est-il en fait? Notre dette a connu des hausses relatives, même si elle ne se situe pas au même niveau que dans la majorité des autres pays de l'OCDE. Pourquoi avons-nous contracté cette dette? Est-ce parce que le gouvernement s'est lancé dans de folles dépenses? Bien sûr que non. Les statistiques les plus récentes dont nous disposons, pour l'année 1977, démontrent le contraire. Chez les 14 pays membres de l'OCDE retenus aux fins d'analyse, la proportion des dépenses de l'État par rapport au PNB se chiffrait en moyenne à 44 p. 100, contre 41 p. 100 au Canada, un chiffre sensiblement inférieur à la moyenne. C'est un bon point pour nous.

Mais nous nous sommes endettés pour des motifs bien différents et c'est de cela que je veux maintenant parler. Un gouvernement doit se préoccuper des répercussions à long terme de son endettement, tout comme dans le secteur privé les sociétés commerciales, grandes ou petites, ne peuvent continuer à accumuler des dettes indéfiniment. Il s'agit d'une question grave. Il faut faire le point à tout moment sur l'importance de la dette, sur la façon dont on la gère et sur la façon dont elle se compare avec celle des autres pays industrialisés.

Les promesses électorales

Pourquoi le gouvernement a-t-il augmenté son déficit depuis 1975? Est-ce à cause des fameuses augmentations des dépenses gouvernementales? Non, contrairement à la légende. Notre déficit a augmenté depuis 1975 surtout à cause de l'augmentation des frais que nous avons dû supporter. Les recettes fiscales ont baissé, on a payé davantage de prestations d'assurance-chômage, et les Canadiens ont dû payer des frais de service de la dette plus élevés à cause de la politique des taux d'intérêt élevés appliquée par le gouvernement actuel aussi bien que par le gouvernement précédent.

Voilà les principales raisons de l'augmentation de la dette publique. Elle n'a pratiquement rien à voir avec le niveau des dépenses publiques proprement dites. Si les recettes provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers et de l'impôt sur le revenu des sociétés ont diminué, c'est que le gouvernement canadien n'a pas bien géré l'économie. La dette s'est accrue en raison de l'incompétence des libéraux qui gouvernent le pays depuis bien longtemps.

Une voix: Et c'est vous qui les avez soutenus.

M. Broadbent: Nous entendrons parler des députés qui sont assis à notre droite, au sens propre et au sens figuré, dans une petite minute.

La solution consiste à renverser la vapeur et à changer de direction. Si dès demain, l'on mettait en pratique les principes que nous avançons, voici ce qui se produirait. Les particuliers qui travailleraient au lieu de recevoir des prestations de chômage renfloueraient les caisses de l'État par le biais de l'impôt. Les hommes d'affaires verseraient plus d'impôt au gouvernement au lieu de fermer boutique. Les agriculteurs viendraient gonfler les recettes fiscales au lieu de voir leurs revenus diminuer. Le trésor public aurait moins d'argent à déboursier pour l'assurance-chômage et l'assistance publique. Voilà ce qui arriverait si l'on suivait nos conseils.

Je tiens à dire en toute franchise que l'ensemble des mesures que nous préconisons permettraient d'injecter 2.3 milliards de dollars dans l'économie et qu'elles feraient augmenter le déficit de 800 à 900 millions de dollars au cours de cette année. Nous avons toutefois calculé que grâce à la motivation qu'elles susciteraient cette année, notre dette diminuerait de 3 à 4 milliards de dollars d'ici deux ans. Voilà le genre de programme que mon parti préconise et que les deux partis traditionnels rejettent.

● (1540)

J'aimerais aborder maintenant la question de savoir si, comment l'ont exprimé notamment certains éditorialistes, un tel programme ne serait pas inflationniste. Je me le demande. En fait, je penserais plutôt le contraire. Considérez tout d'abord qu'un million de Canadiens sont en chômage. Ensuite, selon les chiffres les plus récents que le gouvernement lui-même a fournis relativement au premier semestre de cette année, notre industrie manufacturière ne fonctionnerait qu'à 84.6 p. 100 de son plein rendement, alors que notre industrie productrice de biens durables ne fonctionnerait qu'à 80.4 p. 100 de son plein rendement. Juxtaposés, ces chiffres signifient que notre économie pourrait actuellement subir une forte stimulation sans amorcer pour autant une poussée inflationniste.

Cependant, pour plus de sûreté et, surtout, pour nuancer notre jugement, nous faisons intervenir un élément supplémentaire. Ce qui caractérise surtout les économies occidentales à